



***Action pour un Développement Equitable Intégré et Durable***

Rue statistique, maison 54 ; BP 1354 Bafoussam - CAMEROUN

Tel/fax : +(237) 344 58 82

E-mail : [info@adeid.org](mailto:info@adeid.org) ou [adeid@adeid.org](mailto:adeid@adeid.org) Site Web : [www.adeid.org](http://www.adeid.org)

---

---

## **RAPPORT ANNUEL 2004**

**Décembre 2004**

## SOMMAIRE

<b><i>PRESENTATION DE L'ADEID</i></b> _____	<b>3</b>
<b><i>1- STATUT JURIDIQUE</i></b> _____	<b>4</b>
<b><i>2- MISSION</i></b> _____	<b>4</b>
<b><i>SECRETARIAT EXECUTIF</i></b> _____	<b>7</b>
<b><i>PROGRAMME DE CONSERVATION DE LA BIODIVERSITE ET DE GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES</i></b> _____	<b>11</b>
<b><i>PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE LA SOCIETE CIVILE ET COOPERATION ACP/UE</i></b> _____	<b>14</b>
<b><i>PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL PARTICIPATIF</i></b> _____	<b>17</b>
<b><i>PROGRAMME EAU ET ENERGIES RENOUVELABLES</i></b> _____	<b>21</b>

# **PRESENTATION DE L'ADEID**

## **INTRODUCTION**

L'ADEID est une Association qui travaille comme Organisme d'Appui (OA) depuis 1990. Son objectif étant l'épanouissement de l'Être, l'ADEID a conçu un certain nombre de programmes et de projets afin d'atteindre son objectif et contribuer à la lutte contre la pauvreté.

Sa stratégie était essentiellement basée sur la démarche participative et la cohérence de son action avec les stratégies sectorielles de l'Etat. Aussi s'est-elle employée à associer les populations bénéficiaires à toutes les étapes de ses actions, notamment de la conception de l'idée de projet à l'évaluation en passant par l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi du projet. La participation des bénéficiaires en nature et en numéraire était un principe fondamental.

L'analyse du genre et des impacts environnementaux est venue chaque fois éclairer le processus d'élaboration et d'exécution des projets.

Le partenariat avec L'Etat a toujours été recherché et plusieurs de nos activités obéissaient aux objectifs de développement du Gouvernement. L'Autorité administrative au mieux informée de nos activités et la collaboration avec les collectivités locales décentralisées ainsi qu'avec les chefferies n'a pas été de reste.

Par exemple, plusieurs de nos actions à l'instar des foires promotionnelles et des séminaires ateliers ont été régulièrement ouverts et clôturés par Monsieur le Gouverneur ou son représentant, Monsieur le Préfet ou son représentant, Monsieur le Sous-préfet ou son représentant ou encore un Délégué Provincial.

De 1998 jusqu'à nos jours, l'ADEID a mené un certain nombre de projets avec plusieurs type de partenaires. En tant que O.P l'ADEID a offert ses services à des partenaires nationaux et internationaux, ce qui lui a permis d'atteindre ses objectifs. Par exemple dans le cadre de la professionnalisation de l'Agriculture et du développement des filières, l'ADEID s'est appuyé sur les projets FIMAC et ASPPA du Ministère de l'Agriculture.

Aujourd'hui encore elle a offert bénévolement son expertise au MINEPAT pour l'élaboration du programme National de Développement Participatif (PNDP), dont le but est d'appuyer le processus progressif de décentralisation ainsi que d'apporter un appui au développement des Communes et des Communautés. L'ADEID entend s'y appuyer pour développer ses propres programmes.

Les résultats obtenus sont multiples. Au niveau rural, plusieurs GICs et Associations de développement ont été mis en place et suivi. Plusieurs ont élaboré et exécuté des projets avec notre appui. Par exemple 15 projets ont reçu le financement du FIMAC et plusieurs GICs ont reçu les financements des Ambassades de la place. Au niveau de la protection de l'Environnement et de l'agriculture durable, des bandes anti-érosives et des légumineuses ont été introduites selon une démarche participative et la protection de la forêt et de la biodiversité en général ont reçu des échos favorables tant au niveau des autorités que des populations.

L'impact de plusieurs activités sont visibles notamment les rendements agricoles sur les terrains de pentes protégés avec les bandes ainsi que l'expansion de l'Apiculture sur le plan national.

L'accès difficile aux ressources ainsi les difficultés pour travers les moyens pour le renforcement des capacités des membres de l'équipe notamment à travers des stages à l'étranger ont été les principaux obstacles à la pérennité de la structure. Toutefois nous tenons à mentionner l'appui en Assistants Techniques de l'AFVP, de SCD de France et de EED d'Allemagne.

Le renforcement du partenariat avec l'Etat nous semble actuellement la seule issue pour la durabilité de nos actions et la cohérence avec les stratégies sectorielles et le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) récemment approuvé. Il est aussi désormais impérieux d'adopter le statut d'ONG et de se conformer à la loi de 1999 y afférente.

## **INSTITUTION**

### **1- STATUT JURIDIQUE**

L'Action pour un Développement Equitable, Intégré et Durable (ADEID) est une Association de droit camerounais créée depuis 1990. Son siège est à Bafoussam, troisième ville de la République du Cameroun. L'ADEID est régie par la loi camerounaise N°20/053/du 19 décembre 90 portant sur la liberté d'Association.

En date du 18 juillet 2003, conformément à la loi n°99/014/ du 29 septembre 1999 les membres de l'ADEID, réunis en assemblée générale extraordinaire décident de la transformation de l'ADEID en ONG du même nom.

En abrégé ADEID.

L'ADEID est membre du Regroupement des ONG et Associations de Développement de la Province de l'Ouest (ROAD). Elle est aussi membre du Réseau des Foresteries Communautaires du Cameroun (RFC) et de plusieurs réseaux internationaux..

### **2- MISSION**

Sans appartenance politique ni confessionnelle, l'ADEID est une Association Sans But Lucratif (ASBL).

Sa mission est de promouvoir un développement équitable, intégré et durable.

L'organisation a pour but de promouvoir l'épanouissement intégral de l'homme sur toutes ses dimensions, par l'amélioration constante de ses propres connaissances à travers des activités saines dans un environnement sain, en vue d'un développement harmonieux des communautés et des communes.

L'ADEID utilise une démarche participative avec comme objectif de permettre aux bénéficiaires de s'auto - promouvoir.

Elle propose diverses formes d'assistances d'encadrement technique, d'étude ou d'évaluation des projets, et de recherche des financements

### **3 - STRUCTURE**

**31- Assemblée Générale** est l'organe de délibération de l'ADEID. Elle se réunit une fois par an en session ordinaire sur convocation du Président Conseil d'Administration ou à la demande des 2/3 des membres. En cas de besoin urgent, elle se réunit en session extraordinaire sur l'initiative du Conseil d'Administration. Elle compte au total 12 membres. Elle est présidée par le Président en exercice ou par un Vice-Président Délégué.

**32- Le Conseil d'Administration** est l'organe de décision de l'ADEID. Il se réunit deux fois par an et chaque fois que le Président ou le Bureau le juge utile. Les membres, 09 au total sont élus à l'Assemblée Générale Ordinaire pour une durée de 3 ans. Il veille à la bonne marche des activités et sur l'utilisation des fonds de l'ADEID. Les fonctions des membres du Conseil d'Administration sont gratuites. Il élit parmi ses membres un Bureau comprenant un Président, deux Vices-Présidents, un Secrétaire, un Secrétaire-Adjoint, un Trésorier, un Commissaire aux Comptes et deux Conseillers.

**33- Le Bureau Exécutif** est l'organe d'exécution de l'ADEID. Il se réunit une fois par mois sur demande du Secrétaire Exécutif. Il est composé d'un Secrétaire-Exécutif, d'un coordonnateur Administratif, d'un Comptable financier, d'un secrétaire caissier et des Techniciens-Formateurs. Le Secrétaire Exécutif est délégué par le Conseil d'Administration. Les autres membres sont recrutés par le Secrétaire Exécutif. Le Secrétaire Exécutif applique et fait appliquer les décisions du Conseil d'Administration ainsi que le règlement de l'association.

#### **34- Le Comité Feed Back**

Le comité feed-back est formé des partenaires bénéficiaires des activités de l'ADEID. Il fait des propositions et recommandations au Bureau Exécutif.

Formé de ceux-là mêmes qui bénéficient des activités de l'ADEID, le Comité Feed-back participe ainsi à tous les niveaux de décisions. Les membres coopèrent dans l'élaboration des programmes, des projets, dans l'amélioration des services d'appui, d'information et autres..

**35- Les programmes** sont élaborés sous la responsabilité du Bureau Exécutif qui rend compte au Conseil d'Administration.

## **4- OBJECTIFS**

- L'organisation entend :

- lutter contre la pauvreté,
- promouvoir un développement participatif durable des communautés et des communes,
- renforcer les capacités organisationnelles, institutionnelles et techniques des chefferies traditionnelles en vue d'une meilleure implication dans la protection du patrimoine culturel et de l'éco – tourisme,
- conserver l'environnement et la biodiversité,
- promouvoir la citoyenneté
- promouvoir la gestion alternative des conflits et la justice traditionnelle.

## **5- METHODES D'ACTION**

La méthode d'action s'appuie sur une démarche participative qui intègre parfaitement tous les acteurs à chaque étape du processus. Il s'agit par conséquent d'une démarche de recherche - action qui part de l'analyse d'une situation et qui évolue au fur et à mesure sous l'éclairage des résultats obtenus, avec pour boussole la culture locale.

## **6- PROCEDURES**

\* Formaliser l'activité dans un document – projet.

### **61- Action demandée par un partenaire**

- Etablir un contrat de partenariat sous forme d'un cahier de charges
- L'informer des principes et des conditions de collaboration
- Négocier en fonction des principes du partenaire
- Vérifier la conformité des besoins exprimés par rapport aux besoins réels.
- Mener une réflexion avec le partenaire à partir d'une animation

### **62- Action initiée par ADEID**

- Mener au préalable une réflexion en équipe (discuter sur les termes de références).
- Identifier les besoins à partir des rencontres avec les partenaires et les bénéficiaires

- Mettre en place des actions pilotes
- Préparer l'action en perspective
- Travailler avec les responsables sectorielles et les autorités.

### **63- Action demandée par un groupe bénéficiaire**

- Valider la conformité de la demande aux besoins réels du groupe,
- Etude du projet et identification des contraintes (si possible étude de faisabilité),
- Elaborer un plan d'action avec le groupe,
- Signer avec le groupe un protocole d'accord en terme de cahier de charges.

## **7- LES VOLONTAIRES ADEID**

Sur le terrain, l'ADEID a été représentée ces dernières années par une vingtaine de professionnels du développement. Ils travaillent comme volontaires agréés, soit avec un contrat avec ADEID, soit par un engagement particulier pour un projet.

L'ADEID réclame aux professionnels auxquels il fait appel une solide formation et une expérience professionnelle.

La plupart sont des universitaires, d'autres sont des techniciens aguerris.

Ils marquent à priori leur solidarité avec la population, leur engagement est délibérément orienté vers les populations démunies.

Les objectifs et les moyens peuvent éventuellement être redéfinis

Une évaluation du travail est faite, et ce pour améliorer la qualité des services rendus.

# SECRETARIAT EXECUTIF

## A - COORDINATION DES ACTIVITES

Tout au long de l'année 2004 le SE a travaillé en collaboration avec les différents programmes et au suivi de la gestion de l'ADEID et de son personnel.

Le PADDMU par exemple a en effet participé avec brio à la rencontre de Afrique Cités en Décembre 2003, ce qui présageait des lendemains meilleurs. Pour cela le SE s'est attelé à exploiter les contacts de la rencontre. D'autres programmes ont connu le même intérêt et l'ADEID s'est attelé à accomplir sa mission et à rester en contact constant avec ses partenaires institutionnels et ses partenaires de terrain.

## B- APPUI AUX PROGRAMMES

### • Le PADDMU

Au cours de l'année le SE a suivi la responsable du programme en la personne de Dr. NGUEDJEU Angeline, qui a été recruté à **KFW** au dernier trimestre, quant à :

- La politique et la stratégie de l'ADEID quant au partenariat pour la décentralisation et le développement municipal
- l'élaboration d'un programme stratégique de trois ans et d'un plan d'action annuel du PADDMU
- La conception des modules de formation des élus locaux et aux chefs traditionnels
- Les divers services à offrir aux municipalités
- Le partenariat avec la SNV et l'association des communes de l'Ouest quant à l'appui à la décentralisation
- Les pourparlers avec l'ONU-Habitat pour ce qui est de la formation et l'équipement de l'ADEID en SIG.
- Les négociations avec les communes de Penka-Michel, Koutaba, Foubot, Kouptamo, Bamendjou et Massagam.
- Les contacts avec les communes de Baré Bakem, Nkongsamba rural, Nlonako etc.
- Le programme a reçu un stagiaire de l'Université de Dschang qui a travaillé sur les possibilités de joint-ventures entre les communes.

### • Le Programme d'Appui à la Société Civile et à l'Accord ACP-UE

- le coordinateur du **programme prioritaire du développement urbain, Monsieur NGainjo James et son assistant Mlle Chuedo Rosine** ont reçu l'assistance du SE dans la conduite du projet citoyenneté qui a abouti à la mise en place à Bafoussam de la Maison des Jeunes citoyens. Dès 2004 la Maison est devenu une entité autonome, après deux ans de maturité. Il faut signaler que le projet a reçu le financement de la Commission Européenne et du Ministère français des Relations Extérieures avec comme partenaires technique l'association française Léo Lagrange Solidarité Internationale (LLSI). La coordination générale de ce programme était assurée par le CCFD de France, qui a confié la coordination du Cameroun à l'ADEID sur les quatre villes du programme. Le SE s'en ai particulièrement chargé.
- Un projet a été initié avec le Ministère de la Ville, le ROADUC et l'AFVP et soumis au financement PPTE. La suite reste attendu.
- **L'Accord de Cotonou** a constitué une part importante de notre intervention sur le plan national et international. Cette année l'ADEID a organisé 05 ateliers de réflexion sur le partenariat Cameroun-UE ainsi que sur le renforcement des capacités de la société civile par l'UE. Les résultats des rencontres ont été chaque fois envoyés au Chef de délégation de la Commission Européenne à Yaoundé ainsi qu'à l'Ordonnateur national du FED. Ces rencontres ont abouties à la mise sur pied « des Jeudis de Cotonou ».

Nous avons aussi participé aux réflexions avec le GRAC, le Groupe de Réflexion sur l'Accord de Cotonou soutenu par la Fondation Friedrich Ebert.

Nous avons animé un débat virtuel sur les APE et la société civile de l'Afrique Centrale avec une proposition de calendrier de travail.

L'ADEID a été invité à participer à la rencontre des OSC de l'Afrique de l'Ouest sur les APE par la Fondation à Cotonou au Bénin.

Pour ce qui est des APE et en partenariat avec EUROSTEP, l'ADEID a mené une étude d'impact des APE sur la stratégie de lutte contre la pauvreté au Cameroun et le rapport a été publié sur le net et transmis aux autorités du Cameroun et de la commission européenne.

Le SE et Stefan Rostock ont été les principaux intervenants dans cette rubrique.

Le SE a aussi pris part à une rencontre à Bruxelles sur la nouvelle constitution de l'UE et l'impact sur l'Accord de Cotonou ; il faut dire que la commission a déjà préparé des réformes qui ont été soumis aux ACP et l'Accord devrait subir des modifications. Toutefois on reste perplexe quant à la place réelle des ANE dans ce processus car contrairement aux termes de l'accord de Cotonou ils ne sont pas associés aux prises de décisions.

- **Programme Environnement et Biodiversité**

Le principal projet de ce programme a porté sur la conservation de la biodiversité du Mont Nlonako avec comme partenaire NC-UICN. Le projet a aussi reçu le soutien du CBP de Yaoundé. Le projet était piloté par Mr. Fogaing Junior Roméo et le conseiller technique allemand Frank Kammer Michael. Le SE est descendu plusieurs fois sur le terrain pour le suivi du projet et a assuré la liaison avec les partenaires.

Le SE a pris des contacts directs avec le Ministère de l'Environnement et des Forêts afin de réduire l'exploitation frauduleuse et a organisé des rencontres avec les responsables locaux. Cela a abouti à l'arrêt des activités frauduleuses des sociétés forestières qui bénéficiaient de complicités locales.

La bataille pour la protection des grenouilles goliaths, des éléphants des forêts et des crocodiles nains a continué avec la mise en place des comités de vigilance.

- **Département de l'eau et de l'énergie**

Ce département piloté par Mr. Stefan Rostock a réalisé plusieurs micro centrales hydro électriques dans la province de l'Ouest. Le SE a participé à une rencontre sur les énergies renouvelables à Ausburg en Allemagne en septembre 2004 et a fait à l'occasion plusieurs contacts qui restent à exploiter.

Il a profité pour rencontrer les responsables de EED en Allemagne avec qui ils ont discuté des possibilités de financement sur les énergies renouvelables en 2006.

ADEID a aussi proposé un programme de travail sur les énergies renouvelables à la rencontre internationale sur les énergies renouvelables organisée à BONN par le Gouvernement allemand en juin 2004. Le programme peut être visité sur le site <http://www.ren21.net/iap/iap.asp>

Nous restons dans la recherche d'une stratégie marketing pour vendre ce programme qui couvre toute la zone CEMA/CEEAC.

Il faut souligner pour terminer la percée des biocarburants dans le monde de même que les aspects sur le commerce du Carbone dans le cadre de la convention de Kyoto. Des partenariats ont été tissés pour développer la réflexion au Cameroun lors de la rencontre de Ausburg. Malheureusement, La communauté Urbaine de Douala à qui nous nous sommes adressé tarde à réagir.

- **Programme de développement rural participatif**

L'**Agriculture durable** est le point fort de ce programme avec plusieurs organisations paysannes et des groupes de femmes qui oeuvrent pour la sécurité alimentaire.

La **conservation des sols** est resté une préoccupation et le SE a visité le siège de la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification (UNCCD) à Bonn en Allemagne. Des possibilités de coopération existent notamment à travers les fonds GEF.

Le programme a reçu deux visites des experts de la Banque Mondiale dans le cadre du PNDP et des réalisations sur le terrain ont été visitées.

L'**Apiculture** a constitué un des aspects spécifiques du programme et plus de 200 apiculteurs ont été suivis au cours de l'année. Le programme a monté en partenariat avec le MINEPIA et la Maison des Apiculteurs du Cameroun un projet de développement de l'Apiculture au Cameroun qui a été soumis au financement PPTE. Le SE s'en charge particulièrement

Des étudiants de l'Université de Dschang et de L'ETAT de Bafang ont effectués des stages académiques à l'ADEID. Un travail très intéressant sur les **plantes médicinales** a été effectué par l'un des stagiaires de Dschang.

Des contacts ont eu lieu avec l'ICRAFT pour une formation en **Domestication des essences forestières** dans le cadre des PFNL

Un **voyage d'échanges** a été organisé entre les producteurs du Mongo et ceux de l'Ouest Cameroun dans le cadre de la domestication. Mais une formation des producteurs du Moungo reste envisagé pour approfondir les techniques d'**élevage des aulacodes**.

- **Gestion administrative et financière**

- **Gestion administrative**

En conformité avec la politique générale de gestion des ressources humaines de la maison, le SE à sur le plan des ressources humaines veiller à l'émulation, à la disponibilité et à l'implication optimale du personnel dans le travail à travers les différents programmes.

- **Gestion financière**

Les responsables chargés du contrôle de gestion de l'USAID basés au GAHNA ont séjourné à l'ADEID a fin d'évaluer le système interne de gestion et de proposer les pistes d'amélioration. Ils avaient à leur tête Monsieur Clinton D. White. Des reformes ont été dès lors apportées conformément à leurs recommandations. Le SE y a veillé personnellement.

La gestion a été réalisée selon les principes comptables et financiers généralement admis par l'OHADA

Le SE a veillé personnellement pour que les indications nécessaires pour la tenue des différents pièces et documents comptables (cahier de caisses, fiche de suivi de caisse physique, relevé bancaire, souche de chèque émis, avis de débit et crédit, ....) soient respectées.

- **Contrôle et Suivi budgétaire:**

Il a été fait en permanence par rapport aux prévisions budgétaires fixées en début d'année pour suivre les dépenses par rubrique budgétaires pour mieux appréhender nos budget et nos dépenses futures. Un suivi rigoureux nous a permis de visualiser les dépenses engagées par rapport aux différents budgets prévisionnels.

- **Contrôle de caisse et banque**

Le SE a veiller à ce que la caisse soit tenue par une seule personne afin que toutes les mouvement de caisse soient noté et numéroté dans le cahier dans l'ordre chronologique et le jour même de l'opération. Des contrôle inopiné de caisse ont été fait et les fiche de suivi de caisse physique établie a fin de faire un rapprochement avec le cahier de caisse.

Une grande vigilance a été accordée aux opérations de banque pour éviter une petite erreur éventuelle qui peuvent avoir de lourdes conséquences.

- **Contrôle de gestion**

Au cours de l'année plusieurs contrôles de gestion ont été menés sur le plan interne notamment le suivi budgétaire, la tenue des opérations de caisse, de banque avec les différents rapprochements bancaires y afférents.

## **C - NEGOCIATIONS AVEC LES PARTENAIRES**

Afin de rechercher des possibilités de financement pour les exercices à venir, des négociations ont été entreprises avec plusieurs partenaires. Il s'agit de :

L'Ambassade USA qui a accordé un financement dans le cadre de la participation équitable de tous à la justice, Haut commissariat du Canada avec son programme justice pour tous, CBP et NC-IUCN pour avec le projet de conservation de la biodiversité du Mont Nlonako, WWF pour le partenariat technique, PNDP/Communes pour l'étude des projets communaux à Kouoptamo et Koutaba, Pro-OSC/CREDDA pour le renforcement des capacités de la société civile, ROADUC pour l'initiation d'un projet urbain.

# **PROGRAMME DE CONSERVATION DE LA BIODIVERSITE ET DE GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES**

## **Introduction**

L'Année 2004 a connue l'entrée en scène d'un nouveau partenaire le CBP dans le cadre du projet de conservation de la forêt du Mont Nlonako. Les activités de conservation on essentiellement portées sur le renforcement des capacités des populations. Sur le plan de la lutte contre la pauvreté, les PFNL ont constitué le socle de notre intervention.

## **Activités réalisées en 2004**

### **Les activités de conservation :**

#### **- la formation à la gouvernance environnementale**

Cette formation a porté sur les droits des populations quant à la gestion forestière ainsi que le droit d'usage.

#### **- Le suivi de la forêt communautaire**

Le village Balondo a bénéficié d'une forêt communautaire et le suivi du dossier à Douala et Yaoundé s'est poursuivi. Les populations envisagent une exploitation de leur forêt à moyen terme, mais cela demande un bon plan de gestion et des moyens.

#### **La réduction de l'exploitation frauduleuse et du braconnage**

L'exploitation frauduleuse des essences forestières est devenue plus fréquente avec la généralisation de la paupérisation de la population rurale. De plus en plus de gardes forestiers sont laxistes parce que eux aussi confrontés au problème de survie. La recherche du bois de chauffe pour la ville de Nkongsamba reste aussi un autre défis quant on sait qu'il n'existe pas de politique énergétique au niveau des municipalités locales. En somme l'exploitation du bois semble plus être un problème de survie que de fraude délibérée.

Mais l'exploitation frauduleuse n'est pas l'affaire des seuls riverains, plusieurs sociétés forestières trichent par moment avec la complicité des officiels, ce qui représente un véritable danger pour la survie de la forêt si on prend en compte les quantités exploitées.

Pour ce qui est du braconnage, c'est le même son de cloche étant entendu que les populations ont besoin de sources de protéines, mais aussi d'un peu de revenus supplémentaires.

A ce niveau nous avons appuyé la pratique du petit élevage notamment : la volaille, les porcs, les caprins etc. L'élevage des aulacodes reste un objectif pour les années à venir.

Les espèces les plus menacées sont : les grenouilles Goliath, les crocodiles nains, les primates et les éléphants nains dès lors qu'ils s'attaquent aux plantations pour ces derniers.

### **Les activités de lutte contre la pauvreté :**

#### **- La culture du palmier à huile**

Il y a une contradiction à vouloir sauvegarder la forêt et promouvoir la culture des palmiers à huile. Toutefois si on prend en compte le fait que plusieurs milliers d'hectares de terres sont abandonnés à cause de la chute des cours du café, on peut comprendre aisément que les palmeraies vont simplement se substituer aux champs de café. Toutefois il existe une véritable menace venant du palmier à huile avec la création des exploitation de plusieurs centaines d'hectares par l'Elite extérieur de la région cela au détriment de la forêt. Des milliers d'espèces

entières sont passées à trépas et la biodiversité y prend un coup sérieux. Notre rôle devant cette situation est d'alerter les autorités en charge de la gestion forestière ainsi que les pouvoirs locaux.

Le palmier reste néanmoins une belle culture de substitution pour les paysans de la région et sa promotion à petite échelle ne nuit pas à la sauvegarde de la forêt et de la biodiversité.

#### **- La culture du poivre blanc**

Le poivre blanc est considéré comme une des cultures d'avenir de la région en raison du fait qu'il est très recherché sur le marché local et qu'il présente des possibilités d'exportation. Les communautés sont très engagées dans la culture de ce produit forestier non ligneux (PFNL) et l'ADEID a apporté un appui considérable pour le lancement de l'activité.

Pour les trois années à venir, l'appui va s'intensifier pour porter la surface cultivée à plus de 10 ha.

#### **- La culture et la commercialisation des autres PFNL**

S'il existe des activités génératrices des revenus dans la zone du Nlonako pour les femmes, les PFNL viennent largement en tête. Plus de dix espèces de PFNL sont actuellement menacé d'extinction comme le signalent les femmes à cause de leur exploitation anarchique par les sociétés forestières qui ne prennent pas en compte les besoins économiques et financiers des femmes et exploitent à foison toutes les essences.

Même si on s'amuse à faire une comparaison avec les redevances forestières on peut se rendre compte que l'apport des PFNL dans le porte feuille de la femme est plus consistant et plus durable. Or étant donné que c'est elle qui œuvre le plus pour la famille en zone rurale, il est souhaitable qu'il soit faite une discrimination dans la coupe des essences et que celles produisant des PFNL de valeur certaine soit préservées.

#### **- L'Apiculture**

La pratique de l'apiculture a continuée avec l'augmentation des ruches dans la région. L'effet multiplicateur est bien visible et nous pouvons évaluer à plus de 150 ruches le potentiel de la région et à plus de 20 apiculteurs en plus des membres des communautés riveraines.

#### **- L'Aviculture**

L'élevage des poulets de races locales est une activité traditionnelle chez les femmes de la région. Le projet de conservation de la Biodiversité du Mont Nlonako est venu apporter un appui substantiel à cette activité génératrice de revenus pour les femmes. Plus de 500 poulets étaient présents à la fin de cette année dans les villages. On a néanmoins noté la perte d'un certain nombre de volailles au cours de l'année et il a été décidé de faire appel au vétérinaire de la région.

#### **- Les autres types de petit élevage**

La porciculture et la cuniculture, l'élevage des caprins ont constitué les autres types d'élevage pratiqués dans la région. Les porcins ont présentés quelques difficultés sanitaires et plusieurs familles ont eu des difficultés à bien nourrir leurs animaux. Près de 50 animaux étaient encore présents dans les communautés.

#### **La participation aux séminaires**

Nous avons participé à plusieurs séminaires ateliers organisés par des partenaires tels le CBP/SNV, WWF sur des thèmes telles les études socioéconomiques, les inventaires floristiques, les plans simples de gestion. Le personnel a vu ainsi ses capacités renforcées. Ce qui a permis de faire des avancés considérables dans le projet de forêt communautaire de Nlonako.

### **Les partenaires du programme**

Le programme a eu l'appui financier du CBP et NC-IUCN. Le WWF nous a apporté un appui technique significatif.

L'EED en Allemagne a continué à financer le poste de l'assistant technique germanique en gestion des ressources naturelles.

### **Les relations avec l'administration et les services techniques**

Les rapports avec l'administration forestière sont restés acceptables malgré les activités de plaidoyer que nous menons. Les autorités locales ont toujours soutenues nos actions et les municipalités bien que passives ont montré un certain intérêt en participant à nos séminaires de réflexion sur la gestion participative des ressources naturelles.

### **L'écotourisme**

Le potentiel éco-touristique de la région est énorme. Nous avons réalisé la découverte de plusieurs sites et nous avons pris des contacts avec des partenaires en France en vue de l'organisation d'un circuit touristique en connexion avec le Sud-ouest ( Mont Cameroun Eco tourism), l'Ouest et le Nord-Ouest avec le paysage des grassfields et la ring route. Mais ce projet de tourisme solidaire n'a pas pu voir le jour le nous comptons le programmer pour les années futures.

### **Les points forts**

- Le maintien du couvert végétal de la région et l'intérêt des populations
- La bonne implication des populations et des femmes
- Une bonne motivation du personnel du programme
- Une bonne méthodologie du travail avec la grande expérience de l'assistant technique
- Le soutien des autorités administratives, traditionnelles et municipales

### **Les points faibles**

Le peu de diversification des partenaires financiers

La faiblesse des moyens financiers avec plus de 100 000 hectares de forêt tropicale humide et de faune à conserver et plus de 15 communautés riveraines à accompagner.

### **Les leçons apprises**

Nous avons découvert le savoir faire local en matière de multiplication des PFNL. Cela est une indication qu'il faut prendre en compte les meilleures pratiques locales.

### **Les perspectives pour 2005**

Pour l'année 2005, nous allons continuer avec l'accompagnement dans la mise en place de la forêt communautaire, le développement de l'écotourisme, la promotion de la gouvernance environnementale, la protection des espèces menacées, la promotion des PFNL, l'appui au petit élevage donc l'élevage des aulacodes si possible. Nous espérons aussi créer de nouveaux partenariats techniques et financiers.

# PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE LA SOCIETE CIVILE ET COOPERATION ACP/UE

## **Introduction** :

L'année 2004 a vu la venue d'un nouveau projet dénommé PRO-OSC projet de renforcement des capacités de la société civile essentiellement sur les formations, sensibilisations et réseautage. C'est un projet de la coopération Canadienne, et l'ONG CREDDA de Yaoundé en est l'organisme d'accompagnement et ADEID a été retenue comme artère de l'Ouest.

Ce rapport sera délivré dans un tableau scindé en trois parties à savoir :

- les activités prévues,
- les activités réalisées,
- les résultats atteints.

<b>Activités prévues</b>	<b>Activités réalisées</b>	<b>Résultats atteints</b>
<b><u>PRO-OSC</u></b> 1- prise de contact et distribution des journaux Pro-Osc Info dans la province de l'Ouest	- distribution de tous les numéros de Janvier à décembre	- Mise en place des points de relais dans le Noun, le Ndé, la Ménoua et le Banbouts pour mieux disséminer les journaux
2- équipement de la bibliothèque	La bibliothèque a été équipée avec des livres venant de PRO-OSC (Yaoundé)	- la bibliothèque est fonctionnelle
3- préparation et présentation de l'émission « écho de la société civile »	- 12 émissions ont été réalisées d'octobre à décembre	- 8 OSC de la ville de Bafoussam ont été reçues
4- journée nationale de la Société Civile	- participation d'un membre de ADEID à Yaoundé	- les participants ont été sensibilisés sur les activités de ADEID - prise de contact avec plusieurs partenaires
<b><u>FOSCAM</u></b> 5- prise de contact avec les OSC des différents départements	- les OSC ont été contactées et répertoriées - les représentants des départements ont participé aux rencontres stratégiques de mise en place et de planification des activités de FOSCAM Ouest	- existence des structures relais FOSCAM dans les départements - Préparation du forum social
<b><u>MAJECIB</u></b> 6- Animation de la maison des jeunes	- équipement des locaux sous le financement de CCFD de France - organisation d'un séminaire de sensibilisation sur les ODM et le DSRP sous le financement de FRIEDRICH Ebert (FES)	- Autonomisation des jeunes  - participation d'une trentaine d'associations - Elaboration d'un plan d'action

<p><b><u>Partenariat</u></b> 7- recherche des partenaires</p>	<p>- demande de partenariat et renforcement des capacités des cadres de ADEID à la SNV - demande de partenariat et renforcement des capacités de la Société Civile au CCS/PPTE - demande de partenariat avec KWF</p>	<p>- réponses favorables  - en attente  - en attente</p>
<p><b><u>Projets montés</u></b> 8- projet d'identification des besoins des OSC et mobilisation autour des ODM et DSRP 9- villes solidaires et jeunesse citoyenne</p>	<p>- projet monté et proposé à PRO-OSC  - projet (ROADUC) initié avec le Ministère de la Ville et l'AFVP et déposé au CCS/PPTE</p>	<p>- Réponse favorable et le projet sera réalisé en 2005  - en attente</p>
<p>10- projet jeunes et ODM</p>	<p>Projet monté et proposé au FES</p>	<p>- réponse favorable</p>
<p><b><u>Participation aux séminaires de Formation</u></b> 11- Montage de projet et gestion des associations</p>	<p>Participation de ADEID organisé par le CEPAB à Bafoussam</p>	<p>- 02 membres formés</p>
<p><b><u>Accords de Cotonou, APE, OMC</u></b> 12- Mise en place d'une plateforme de réflexion sur les accords de Cotonou</p>	<p>- organisation de 05 ateliers de réflexion sur le partenariat Cameroun-UE</p>	<p>- rapports envoyés à l'Ordonnateur National du FED et à la Commission Européenne - les « jeudis de Cotonou » a été mis en place</p>
<p>13- Participation aux rencontres du Groupe de Réflexion sur les accords de Cotonou</p>	<p>- ADEID a participé à ces rencontres soutenues par la fondation Friedrich Ebert</p>	<p>-01 participant</p>
<p><b><u>Réflexion sur les APE</u></b></p>	<p>- ADEID a animé un débat virtuel avec la société civile de l'Afrique - participation à la rencontre des OSC de l'Afrique de l'Ouest invité par la fondation à Cotonou au Bénin - réalisation d'une étude avec EUROSTEP sur l'Impact des APE sur la stratégie de lutte contre la pauvreté au Cameroun - participation à une rencontre à Bruxelles sur la nouvelle constitution de l'UE et l'impact sur l'Accord de Cotonou</p>	<p>- proposition d'un calendrier de travail  -  - publié sur le net et transmis aux autorités du Cameroun et de la Commission Européenne  - un participant</p>

**Difficultés rencontrées :**

Etant donnée que ce programme est marqué par les actions de proximité, les moyens et le personnel disponibles n'ont pas toujours permis d'atteindre les objectifs escomptés.  
Le programme PRO-OSC pareillement ne met pas les moyens nécessaires pour la réussite du programme.

**Plan d'action 2005 :**

Bien qu'en s'appuyant sur le plan d'action triennal de ADEID, il faut dire que les activités de 2005 seront centrées sur le projet PRO-OSC et sur l'organisation du premier forum social des ANE de l'Ouest. A cet effet, la recherche des partenaires fiables en constituera le socle.

Le responsable du Programme

Prince TAMBA

# **PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL PARTICIPATIF**

## **INTRODUCTION**

Le programme de développement rural participatif constitue l'un des programmes que compte ADEID. Au cours de l'année 2004, les actions menées sur le terrain se sont déroulées à travers les trois volets du programme.

Le présent rapport annuel sera structuré autour des points suivants :

- Présentation du programme de développement rural participatif
- Objectif du programme
- Volets du programme
- Activités réalisées en 2004
- Perspectives

## **I- PRESENTATION DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL PARTICIPATIF**

Le programme de développement rural Participatif (PDRP), conçu par l'ADEID vise l'épanouissement de l'être humain dans à travers un développement local participatif durable qui prend en compte la gestion rationnelle des ressources naturelles (sol, végétation, eau) disponibles ainsi que sa culture.

## **II- OBJECTIFS**

- Attirer l'attention des populations locales sur les multiples richesses naturelles existantes et leur utilisation pour pérenniser leur existence,
- Assurer un développement local durable.

## **III- VOLETS DU PROGRAMME**

Le programme regroupe en son sein trois volets 03 qui sont :

- Volet protection et conservation de l'environnement
- Volet apiculture
- Volet développement institutionnel des organisations rurales

## **IV- ACTIVITES REALISEES EN 2004**

### **IV.1- Volet protection et conservation de l'environnement**

#### **Objectif global**

- Réduire de manière significative la destruction et la dégradation des sols et des forêts à court, moyen et long terme.

#### **Objectifs spécifiques**

- Développer une agriculture durable
- Sensibiliser les populations sur une manière durable de l'exploitation des ressources naturelles.
- Préserver les forêts existantes

- Augmenter les rendements agricoles des petites parcelles de production par des activités d'agro-forêt

Les actions sur la protection de l'environnement se sont déroulées sur :

- la mise en place d'un germe de plantes légumineuses au sein de l'Union Djuissang à Bamougoum
- la formation des membres de l'union sur les techniques agricoles
- au niveau de la reforestation, presque 0,5 ha de caléandra et de pidjuim africana ont été plantés à Baloum
- plusieurs pépinières individuelles ont été suivies

Au niveau de la conservation des forêts dans la province de l'ouest, 2 ateliers de sensibilisation sur la création des forêts communautaires ont été organisés et le suivi de la réflexion avec les chefs traditionnels a été effectif à Bamendjinda. Dans la localité de Bansa, les groupes de paysans ont été formés en agroforesterie, notamment dans l'utilisation des légumineuses pour améliorer la texture du sol.

#### **a) DIFFICULTES RENCONTREES**

Le volet conservation de l'environnement a vu ses activités réalisées à 50% à cause du manque de moyen financier car la seule moto du programme est tombée en panne au cours de l'année aussi, les pièces de rechange étant toujours difficilement accessible. Aussi, de nombreux projets élaborés dans ce domaine n'ont reçu jusqu'à lors que des promesses de financement.

#### **b) RECOMMANDATIONS**

La protection et la conservation de l'environnement sont d'une importance capitale dans le processus du développement durable. Dans l'avenir, le programme compte :

- associer étroitement les acteurs du milieu telles certaines ONG à la conception, la planification et l'exécution des projets
- intensifier la collaboration avec les structures étatiques/ publiques, traditionnelles et religieuses pour le bon déroulement des activités
- poursuivre la sensibilisation et mettre un accent particulier dans la recherche du financement du programme

### **IV.2- Volet apiculture**

#### **Objectif global**

- Vulgariser la technique moderne d'apiculture et multiplier les sources de revenus des populations

#### **Objectifs spécifiques**

- Faire adopter les ruches modernes pour produire plus
- Vulgariser l'apiculture écologique à tous les agriculteurs et autres jeunes
- Rendre autonome l'association des apiculteurs

Au cours de l'année 2004, les activités apicoles se présentent comme suit :

- 13 formations de poseurs de ruches (Baloum, Bamougoum, Bandjoun, Bakassa, Baleng)
- Tenu de 30 réunions de l'union des apiculteurs de l'ouest au siège de l'ADEID
- 46 nouveaux apiculteurs ont été formés en technique de confection, de pose, et de suivi des ruches au cours des ateliers

#### **a) DIFFICULTES RENCONTREES**

Sur le terrain, nous avons rencontré :

- la réticence de certains apiculteurs à accepter les nouvelles techniques apicoles
- La dégradation de la flore mellifère
- Le coût très élevé du matériel apicole.

#### **IV.3- Volet développement institutionnel des organisations rurales**

##### **Objectif global**

- Développer les activités des organisations rurales

##### **Objectifs spécifiques**

- Accompagner les femmes et les producteurs a la mise sur pied des groupes et union de groupe par filière de production
- Accompagner les groupes et union de groupe vers la professionnalisation dans leurs secteur d'activités.

Au cours de l'année 2004, l'ADEID s'est investi sur le terrain dans l'appui des organisations paysannes dans la filière apicole

##### **a) La filière apicole :**

Pour ce qui concerne les activités apicoles, ADEID a œuvré sur le terrain pour la création d'apiculteurs dans la région de Bandjoun et de Massagam. De plus, les activités se sont poursuivies dans la vulgarisation de la ruche à hausse avec barrettes :

- une formation d'initiation à la pratique de l'apiculture moderne à eu lieu à Bandjoun et à regroupé 25 apiculteurs venus des différents village
- 10 techniciens spécialités ont été formés au siège ADEID, dans le cadre du PNVRA
- un rucher école est mis en place à Bamougoum et les membres ont bénéficié des formations sur les thèmes :
- technique de fabrication des ruches
- technique de pose des ruches
- techniques de récolte et de conditionnement du miel

Désormais, tous ses apiculteurs se retrouvent au sein d'une union des groupes d'initiatives communes des apiculteurs de l'ouest (UGICAO). Qui a pour objectif : la promotion de l'apiculture moderne

Assurer le conditionnement et la commercialisation du miel des membres, assurer la formation des membres et la recherche des financements pour les projets des membres.

##### **b) Accompagnement des organisations paysannes :**

Pour aider les producteurs à bien tenir leurs documents de gestion, élaborer un budget prévisionnel, élaborer un compte d'exploitation et bien programmés leurs activités, il a été organisé des séances de formations directes pour renforcer leurs capacités managériales. Au siège ADEID, les 13 organisations de producteurs prévues ont été tous formées

- 26 organisations ont été accompagnées dans différents microprojets à savoir : mais, pomme de terre : tomate, oignon dans la zone de Famtchouet
- 15 organisations paysannes ont été formalisées au COOP/ GIC Ouest
- 04 ateliers de planification de la filière pomme de terre et de la filière mais de contre saison ont été organisés au sein de l'union Djuissang à Bamougoum

- 04 voyages d'échanges ont été organisés entre les organisations paysannes De l'arrondissement de Poumougne et ceux de l'arrondissement de Bamougoum

#### **V- PERSPECTIVES POUR L'ANNEE 2005**

En ce qui concerne l'année 2005, il s'agira pour nous de mettre un accent particulier sur :

- La recherche de financement pour le fonctionnement du programme
- La professionnalisation des organisations de la filière apicole et de la famille mais
- La création des contacts avec les producteurs dans les autres provinces du Cameroun.
- La poursuite de la formation des leaders endogènes
- L'accompagnement de l'organisation rurale à la base dans la mise en œuvre des micro projets.

Le Coordonnateur de programme PDRP

**FOSSI Emmanuel**

# PROGRAMME EAU ET ENERGIES RENOUVELABLES (PEER)

## a. INTRODUCTION

Le présent rapport annuel retrace l'ensemble des activités menées par le programme eau et énergies renouvelables au cours de l'année 2004. Certains points ont marqué notre attention et convient d'être signalés. Ce sont :

### Points forts - Nos succès:

- L'élaboration d'une banque de données pour les sites favorables de construction d'une centrale micro hydroélectrique;
- L'accompagnement des villageois dans la mise au point de leur micro projet;
- Le renforcement de l'équipe du programme eau et énergies renouvelables.

### Points faibles - Nos défis :

- Le manque de projets démonstratifs dans la région
- L'insuffisance de la tenue des réunions de coordination des activités de tous les programmes ADEID.

En plus de ces points marquants que nous venons de mentionner, notre rapport annuel sera articulé autour des points suivants :

- Présentation du programme eau et énergies renouvelables
- Ses objectifs
- Ses activités et bons résultats obtenus en 2004
- Les difficultés rencontrées et solutions envisagées
- Conclusion générale
- Programmation des activités pour 2005

## I- PRESENTATION DU PROGRAMME EAU ET ÉNERGIES RENOUVELABLES

Le Cameroun traverse depuis quelques années une crise énergétique persistante qui se traduit par des délestages intempestifs. La population rurale bien que peu concernée voit ses perspectives en terme d'électrification s'amenuiser, elle qui n'est électriée qu'à moins de 10%. La gestion décentralisée d'une production énergétique intégrée peut apporter une impulsion nouvelle au développement d'un petit tissu industriel et d'un cadre de vie meilleur.

Le programme eau et énergies renouvelables conçu par l'ADEID vise l'épanouissement de l'être humain à travers l'utilisation de plusieurs formes d'énergies telles que :

- Pico hydro (micro central électrique)
- Biomasse (Gazogène)
- Energie solaire, photovoltaïque et thermique
- Biogaz familial

Le programme eau et énergies renouvelables travaille dans les zones montagneuses d'Afrique, en particulier dans les provinces : Sud-Ouest, Nord-Ouest, Littoral, Central et Ouest du Cameroun.

## II- OBJECTIFS DU PROGRAMME

- Assurer l'accès aux formes d'énergies moderne dans les zones rurales à partir des sources d'énergies renouvelables adaptées au contexte socio-économique de chaque zone afin de lutter contre les effets de la pauvreté.
- Assurer un développement local durable.
- Former la population rurale dans la gestion des ressources naturelles et l'utilisation de toutes les formes d'énergies renouvelables.
- L'accompagnement des villageois dans la mise au point de leur micro projet.

### ***SITUATION PERSONNEL***

Le programme eau et énergies renouvelables travaille avec deux experts dans le bureau d'ADEID et avec un réseau des experts et technicien extérieur.

### ***ACTIVITES DU DEPARTEMENT***

Le programme eau et énergies renouvelables est lié au le programme d'appui aux communautés et à la gestion des ressources naturelles qui constitue l'un des programmes parmi les trois 03 que compte l'ADEID.

Les autres départements dans ce programme sont: Agriculture Durable, Environnement et Biodiversité, décentralisation, appui aux communes et communautés, coopération et appui à la société civile.

Le programme eau et énergies renouvelables regroupe en son sein cinq volets 05 qui sont :

1. Volet accès a l'eau potable, l'eau pour l'irrigation et traitement des eaux usées  
Pas des activités en 2004.
2. Volet accompagnement des villageois dans la mise au point de leurs projets dans le domaine de l'énergie renouvelable
3. Volet construction d'installations micro centrales hydro électriques
4. Volet lobbysme pour l'accès aux toutes formes des énergies renouvelable
5. Volet formation:
  - du villageois
  - du technicien au village pour l'entretien
  - du technicien pour la construction d'une centrale micro hydro électriques avec turbine Pelton

### **volet 1: Accès au l'eau potable et traitement des eaux usées**

L'accès à l'eau potable est devenu un snobisme et les épidémies répétées de choléra dans les villes de Douala, de Bafoussam , de Yaoundé et de Maroua en disent long ; plus de 8 000 cas signalés en 2004 au Cameroun, selon un communiqué du Conseil des Ministres de Juillet 2005. Il est donc impératif de réagir et l'ADEID y apporte une contribution tant en terme de renforcement des capacités des élus municipaux et des leaders communautaires qu'en terme pratique tel : les puits, les forages, les eaux de pluie, les filtres à moindre coûts, les latrines étanches pour la protection de la nappe phréatique etc.

### ***Objectif global***

- Assurer l'alimentation avec l'eau potable et le traitement des eaux usées

### ***Objectifs spécifiques***

- Initier les projets concrets pour l'accès à l'eau potable au milieu rural
- Développer une agriculture durable

- Sensibiliser les populations sur une manière durable de l'exploitation des ressources naturelles.
- Préserver les forêts existantes

## **volet 2: Accompagnement des villageois dans la mise au point de leurs projets**

### ***Objectif global***

- Rendre les villageois capable de s'organiser et de s'auto développer

### ***Objectifs spécifiques***

- Offrir le service de ADEID pour l'effort personnel du villageois
- Connecter les villageois avec les autre ONG et les bailleurs de fonds
- Rendre autonome l'association des comités de développement villageois
- Accompagner les femmes et les producteurs dans la mise en valeur de l'électrification pour leur propre développement.

## **volet 3 : Construction d'installation micro centrales hydro électriques**

### ***Objectif global***

- Électrifier les communautés rurales par micro centrale hydroélectrique

### ***Objectifs spécifiques***

- Offrir le service de ADEID pour l'effort personnel du villageois
- Electrifier des sales de réunion, les écoles, centre de santé etc
- Rendre autonome l'association des comités de développement villageois

## **volet 4: lobbyisme pour l'access à toutes formes des énergies renouvelables**

### ***Objectif global***

- Promouvoir l'électrification, la décentralisation de la production des énergies renouvelables

### ***Objectifs spécifiques***

- Libéralisation du marché d'électricité
- Augmentation du taux d'électrification au Cameroun, en particulier en milieu rural
- Prix d'électricité juste et adaptée
- Promotion des énergies renouvelables
- Utilisation des installations de ADEID comme installation de référence pour le tour visite guidée

## **volet 5: Formation**

### ***Objectif global***

- Qualifier notre groupe cible de gérer et de maintenir leur besoin d'énergies renouvelables indépendants.

### ***Objectifs spécifiques***

- Formation du villageois
- Formation du technicien au village pour l'entretien
- Formation du technicien pour la construction d'une centrale micro hydro électriques avec turbine Pelton
- Faire la publicité pour ce service de ADEID pour l'effort personnel du villageois
- Rendre autonome l'association des comités de développement villageois.

### III- ACTIVITES ET LES RESULTATS OBTENUS EN 2004

Les activités ainsi que les résultats obtenus en 2005 sont consignées dans le tableau ci-après, suivant les cinq volets du programme

VOLETS	ACTIVITES		RESULTATS OBTENUS
	PREVUES	REALISEES	
<b>1 - Accès à l'eau potable, l'eau pour l'irrigation et traitement des eaux usées</b>		manque des activités en 2004	
<b>2- Accompagnement des villageois dans la mise au point de leurs projets</b>	- Etablir ADEID comme point focal pour les groupes et villages actifs pour leur électrification avec les énergies renouvelables dans la région montagneuse d'Afrique	- Etre contacté régulièrement par les groupes, maires et chefs traditionnels de villages actifs pour l'électrification avec les énergies renouvelables - Appui des organisations rurales	- Création d'une banque de données de sites pour micro centrale hydroélectrique - Aide avec la création d'une demande pour le financement dans plusieurs cases
<b>3- Construction d'installations adaptées à l'énergie renouvelable</b>	- Construction des centrales micro hydroélectriques	- Construction des installations à Bansoa	- Installation de la capacité de produire 3,5 kW électricité renouvelable
<b>4- Lobbysme pour l'accès aux toutes formes des énergies renouvelables</b>	- Etablir ADEID comme partenaire des organismes d'électrification en milieu rural, au niveau nationaux et international	- Présentation de la situation au Cameroun sur la conférence "International Energy Business Forum" en Augsburg, Allemagne Oct. 2004	- Création d'un réseau des experts internationaux - Préparation d'un séminaire international en Oct. 2006
<b>5- Formation</b>	- Elargir le réseau des techniciens d'énergie renouvelable - Formation pour la maintenance en milieu rural pour l'installation déjà existante	- Formation des villageois pendant la construction d'une installation pour la maintenance; - Préparation d'une formation pour l'installation biogaz	- Création d'un groupe de techniciens disponible pour plusieurs projets

### IV- DIFFICULTES RENCONTREES ET SOLUTIONS ENVISAGEES

Au cours de l'année 2004, le programme a connu des difficultés et des solutions ont été envisagées. Le tableau ci – après présente cette situation.

DIFFICULTES RENCONTREES	SOLUTIONS ENVISAGEES
- Insuffisance du personnel d'appui	- recruter Stefan ROSTOCK comme coordonateur dans le programme
- Manque de financement	- Rechercher avec couronné de succès les financements à travers les contacts extérieurs et élaborer des projets à soumettre aux bailleurs de fonds - Mettre en place des micros projets
- Manque de matériel didactique	- Equiper le programme en matériel didactique - Formation d'équipe d'ADEID

## **V- CONCLUSION GENERALE**

Après ce tour d'horizon sur l'ensemble des activités menées en 2004 par le programme d'eau et énergies renouvelables, nous pouvons dire que le bilan n'a été pas encore satisfaisant. L'année 2004 était l'année pour établir une banque de données pour les villages qui demandent, établir des contacts avec notre partenaire et les bailleurs de fonds, bien établir aussi des contacts avec de nouveaux partenaires et bailleurs de fonds. Plusieurs projets sont prévus pour 2005 mais il manque de succès en milieu rural en 2004.

L'électrification rurale avec l'énergie renouvelable reste un défi pour le développement dans le milieu rural, dans la lutte contre la pauvreté et contre le changement climatique. Pour atteindre le Millénaire Développement Goals (MDG), ADEID contribue à ces efforts grâce au programme eau et énergies renouvelables.

## **VI- PROGRAMMATION DES ACTIVITES POUR 2005**

Au cours de l'année 2005, pour le programme l'eau et l'énergie renouvelable au cours de deux ans de travail intensif. Plusieurs installations sont planifiées et un séminaire international eaux est prévu pour Octobre 2006.

Le processus participatif avec les villageois est toujours le pont focal de notre activité. De plus en plus le groupe de femmes doit être intégré pour prendre leur part dans le processus de prise de décision et de planification d'électrification.

En particulier, on a programmé pour l'année 2005 :

- Construction participative d'une centrale micro hydraulique à Baham et près de Fouban;
- Présentation d'ADEID et sensibilisation pour le Programme Eau et Énergie Renouvelable (plusieurs descentes dans des ONG, organisation d'un séminaire au Forum Social à Bafoussam juin 2005).
- Rechercher des financements à travers l'élaboration des projets selon notre banque de données dans les villages qui demandent avec les environnements favorables pour les petites centrales hydroélectriques;
- Rechercher les possibilités pour le financement par rapport au mécanisme du Kioto. Cet accord international contre le changement du climat. Prévoir les projets au sud payés par le commerce avec la prévention des émissions du gaz carbonique ;
- Accompagner les groupes à la base ou des communautés dans la mise en œuvre de leur projet d'énergies renouvelables et agrandir notre banque de données.

Le Responsable du  
Programme eau et énergies  
Renouvelables

ROSTOCK Stefan